

PHOTO : SERVICE PHOTO ELYSÉE



Sarko chez les calotins : en bon réactionnaire, le président français estime que « l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ».

Verts, les jeunes libéraux, déi Lénk ainsi que la Libre pensée et Liberté de conscience (Libco).

Le dernier événement en date est certainement la démission, au mois de décembre, d'une des figures de l'anticléricalisme, de Romain Durllet, journaliste au Tageblatt et ancien conseiller communal socialiste dans la capitale, de son poste de président du groupe de travail du LSAP « Laïcité et tolérance ». Deux autres membres du groupe lui ont emboîté le pas, à savoir l'ancien commissaire de district Jean-Pierre Sinner et Charles Hentges. Révélée récemment par RTL, l'information peut paraître surprenante alors que le débat sur la position des cultes dans l'Etat luxembourgeois ne s'est plus aussi bien porté depuis longtemps.

« Comme a dit André Gide : 'Il est un temps de rire, il est un temps d'avoir ri' », commente Romain Durllet en reprenant André Gide, pour justifier sa démission. « Cela fait 15 ans que nous nous occupons de ce groupe de travail, et aucune de nos prises de position, pourtant approuvées par tous les congrès du parti, n'a jamais été prise en compte », s'explique-t-il, amer. Mais la goutte qui a fait déborder le vase est d'une autre nature. En surfant sur le site du parti, Durllet a eu la surprise de constater que le « res-

ponsable » de « son » groupe était le député socialiste et chef de groupe au conseil communal de Luxembourg, Marc Angel.

Ce dernier, pour sa part, ne comprend pas l'attitude de Romain Durllet. Comme pour chaque groupe de travail interne, le comité directeur du parti nomme un « responsable », à côté du président du groupe, qui lui est élu par ses membres. Mais l'interprétation de Durllet est légèrement différente : « Un membre du comité directeur doit accompagner chaque groupe, mais c'est le président du groupe qui en reste le responsable ! ».

### Durllet crucifié

Romain Durllet aurait-il été victime d'un putsch ourdi par la direction ? C'est ce que l'on pourrait croire en lisant les propos du président Alex Bodry, relatés par le « Journal », selon lesquels le groupe de travail « Laïcité et tolérance » n'aurait pas fait preuve de « réalisme nécessaire ». Officiellement, la ligne du groupe de travail ne changera pas en l'absence de Romain Durllet. « Nous allons continuer à travailler sur les acquis », explique Angel. La prochaine réunion du groupe désignera par ailleurs un nouveau président. Et d'ajouter qu'il trouve « dommage qu'il (Durllet, ndlr) nous

ait quitté, car il avait toujours de très bonnes idées ». Les bonnes idées suffisent-elles ? Selon Angel, le groupe de travail sous la présidence de Durllet n'avait plus d'activités propres depuis un certain temps : « On m'a demandé de le réactiver ».

En-dehors des divergences d'interprétation des statuts, il semble toutefois qu'Angel et Durllet tirent un bilan différent du travail du LSAP en faveur de la laïcisation de la société. Là où Angel voit quelques « avancés », notamment la création du « Neie Lycée » qui dispense un cours d'éducation aux valeurs, Romain Durllet est plus tranchant : « Le parti est obsédé par la participation gouvernementale avec les chrétiens-sociaux. Mais ces derniers n'accepteront jamais que l'on touche à l'église ! Au moins, si la coalition était sans eux, nous pourrions faire des progrès et même avoir le poste de premier ministre ».

« Je ne suis pas contre une coalition sans le CSV, au contraire. Mais ce n'est pour l'instant pas possible. Et il faut savoir où sont les priorités », rétorque Angel. Le député s'interroge sur le fait de savoir si la séparation de l'Eglise et de l'Etat « intéresse vraiment les gens » et pense à d'autres progrès que le parti peut atteindre dans d'autres domaines, comme la réforme scolaire.

« Evidemment, à l'heure actuelle, les gens s'intéressent plutôt à l'avenir de leurs emplois », estime Cécile Paulus, présidente de Libco. Et d'enchaîner : « D'autres ont peut-être aussi peur de le perdre, étant donné que l'Eglise catholique en pourvoit beaucoup à travers des organisations comme la Caritas ». Plus que spirituelle, l'Eglise catholique luxembourgeoise est surtout une institution de pouvoir au sein de laquelle associations, presse, parti, syndicats, initiatives locales et autres constituent un véritable enchevêtrement d'intérêts particuliers. Et Cécile Paulus de craindre que, finalement, le cours d'éducation aux valeurs pourrait tout aussi bien se révéler être un « cours de religion caché ». L'association qu'elle préside a d'ailleurs demandé que des représentants laïcs puissent être intégrés à la commission nationale d'éthique qui élabore le programme de ce nouveau cours. Une chose est sûre : au Luxembourg, l'Eglise est l'institution qui a le plus expérimenté le pouvoir. Et elle n'est pas prête à le lâcher.